

ANNEXE

Rapport de la Présidente sur les orientations budgétaires 2018

L'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2018.

1 - Evolution du contexte général du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole

Consécutivement à la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, est désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' depuis le 09 mai 2017 date de notification du marché.

Le Syndicat assume ainsi depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire-:

- La première compétence 'Autolib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public en cours ;
- La seconde compétence Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Vélib dans le cadre du marché public en cours, l'exercice budgétaire 2017 ainsi écoulé peut être qualifié d'exercice transitoire, l'exercice budgétaire 2018 quant à lui avec le démarrage du service effectif au 1^{er} janvier 2018 permet donc de détailler des prévisions de dépenses et de recettes ;

Les orientations budgétaires 2018 portent ainsi sur l'activité globale du Syndicat, le cadre et les perspectives financières sont présentées successivement pour chacune des activités Autolib' et Velib'. Les deux budgets doivent être équilibrés.

2 - Contexte financier du service Autolib' et des comptes du Syndicat mixte

Le budget du service Autolib' dans les comptes du Syndicat enregistre une majeure partie des dépenses et des recettes qui sont des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Par ailleurs, le Syndicat rembourse un prêt de 18 M€ à hauteur de 1,8 M€ par an en capital jusqu'en 2022 en investissement (9 M€ de capital restant dû au 31 décembre 2017), assorti d'intérêts dégressifs d'un montant de 0,372 M€ en 2018 en section de fonctionnement. Grâce à cet emprunt, le Syndicat a pu financer les 149 stations, et a aussi préfinancé les stations des collectivités ayant opté pour un financement par étalement (87 stations fin 2017).

Les seules recettes de fonctionnement définitivement acquises par le Syndicat sont les redevances des 80 stations financées grâce à une subvention de la Région Ile-de-France, les redevances des 149 stations financées directement par le Syndicat fin 2017 dont deux fermées, les cotisations d'adhésions des nouveaux membres et la redevance pour frais de contrôle versée annuellement par le délégataire. Au total, le produit de ces recettes s'élève à environ 1,52 M€ par an.

Ces recettes propres doivent permettre de couvrir l'ensemble des dépenses de fonctionnement essentiellement composées des charges de personnel et des frais généraux (locaux, marchés d'assistance juridique et de conseil, fournitures), permettant qu'aucune contribution financière annuelle des collectivités adhérentes ne soit jusqu'ici appelée ni frais de gestion pour les opérations financières transitoires entre les collectivités adhérentes et le délégataire.

2 - 1 - Les équilibres financiers de la DSP et des comptes du Syndicat mixte

Lors des derniers débats d'orientations budgétaires, le modèle économique du Syndicat mixte avait été interrogé au regard de sa capacité à garantir jusqu'au terme de la DSP que ses ressources propres couvrent ses dépenses et particulièrement en investissement, le remboursement des annuités de l'emprunt réalisé, ceci sans recours à une contribution annuelle des collectivités.

En effet, la perspective de recettes propres complémentaires initialement prévue pour le Syndicat est devenue plus qu'incertaine :

La possibilité de percevoir le produit de la redevance d'exploitation prévue à l'article 43.2 de la convention de DSP, versée contractuellement au Syndicat dès constatation de résultats d'exploitation cumulés positifs dans les comptes du délégataire.

En effet, selon le plan d'affaires initial (annexe A8-4 de la convention de DSP), cette redevance, correspondant à 10% du chiffre d'affaires, qui devait être versée dès l'exercice 2018 pour un montant de 5,2 M€, soit un total de 26 M€ entre 2018 et 2022.

Au vu du dernier plan d'affaires disponible et établi par le délégataire sur les réalisations et perspectives financières des comptes de la DSP au terme du contrat (Plan d'affaires révisé 2016), celui-ci afficherait un résultat prévisionnel négatif de l'ordre 182 M€ en fin de contrat en 2023. Ces estimations sont contestées par le Syndicat et des discussions sont en cours avec le délégataire, dans le cadre du comité de conciliation prévu au contrat en cas de désaccord, afin de trouver les conditions d'une optimisation de l'exploitation du service afin que les prévisions retrouvent des équilibres acceptables.

Il est à souligner que la convention de délégation de service public prévoit qu'en cas de rupture du Grand équilibre (projection du résultat final en fin de concession accusant un déficit supérieur à 60 M€), le Syndicat devrait contribuer à son rétablissement par une contribution annuelle à l'exploitation du service, donc par incidence les collectivités membres au prorata du nombre de stations sur leur territoire.

Les négociations en cours visent à corriger les comptes de la DSP de dépenses indues qui lui sont imputées (développement informatique, frais financiers), à réviser les hypothèses retenues sur le futur, discutables au regard de l'usage du service, à apprécier des recettes complémentaires liées au service (facturation des

fermetures ponctuelles, tarifs des bornes de recharge...) ainsi qu'à traiter le cas des stations insuffisamment utilisées.

Grâce aux résultats excédentaires enregistrés sur les premiers exercices, notamment du fait du versement des cotisations des collectivités membres les 3 premières années, toute chose égale par ailleurs, l'équilibre budgétaire du Syndicat mixte apparaît comme préservé jusqu'en 2021.

En outre, dans le cadre de sa recherche d'optimisation budgétaire, trois éléments viendraient renforcer l'équilibre général des comptes du Syndicat :

- La mutualisation des moyens dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence Velib'
- La possibilité de révision des frais de contrôle versée par le délégataire dans le cadre du contrôle de la concession de service public, ce point étant renvoyé aux discussions en cours sur les comptes de la DSP
- Le versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat afin de disposer d'une recette complémentaire. Celle-ci pourrait être envisagée à compter de 2018 à hauteur de 100 € par an et par station Autolib', dégageant 110 000 € de recettes. Cette subvention permettrait de faire face en 2018 aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib.

2 - 2 - S'agissant des comptes du Syndicat mixte, son équilibre financier jusqu'au terme de la DSP évolue favorablement sous l'action combinée des dispositions suivantes en recettes et dépenses.

- Par délibération du Comité syndical du 19 octobre 2016, du fait d'une évolution réglementaire favorable, la durée d'amortissements des subventions reçues et versées a été portée de 15 à 30 ans. Ce mécanisme comptable a généré une baisse de charges en section de fonctionnement d'environ 0,2 M€ par an.
- Depuis le 08 février 2017, le Syndicat pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib'. Cette nouvelle compétence fait l'objet d'un budget annexe équilibré qui intègre ses dépenses et ses recettes propres. Toutefois en raison de la nomination très tardive d'un comptable public et de la difficulté d'imputation de l'avance financière prévue de la Ville de Paris, les recettes et dépenses 2017 de ce budget annexe Velib' ne pourront être enregistrées qu'en 2018 mais feront l'objet d'un rattachement budgétaire sur l'exercice 2017.

En conséquence, les dépenses de personnel inscrites au budget principal à couvrir par une recette équivalente émanant du budget annexe feront également l'objet d'une régularisation ultérieure.

Le budget principal du syndicat supportera donc à titre exceptionnel en 2017 et de manière transitoire, l'ensemble des dépenses engagées pour le compte du budget annexe Velib'.

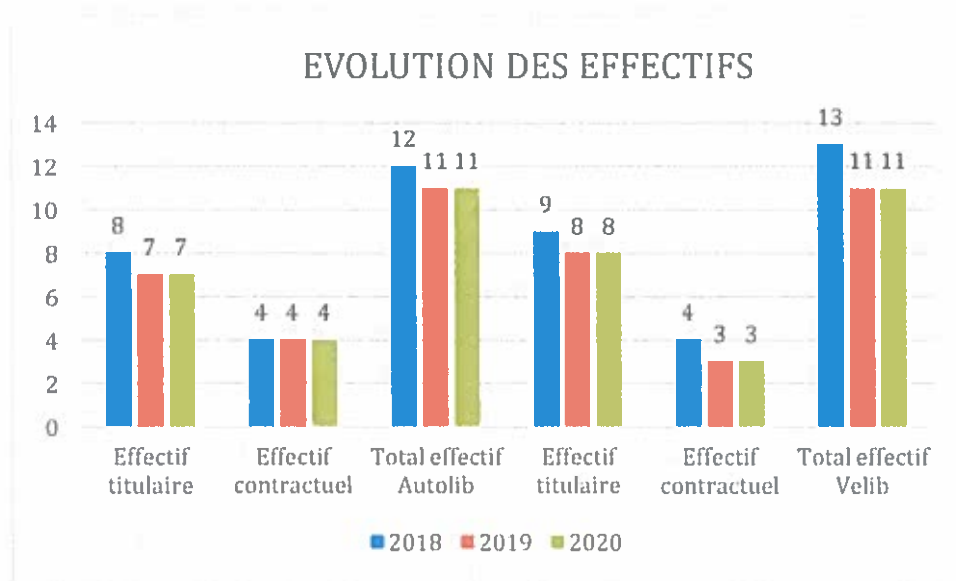
L'absence de partage des résultats positifs de la DSP au bénéfice du Syndicat, initialement prévu à partir de 2018, pèse sur l'équilibre financier global du Syndicat au terme de la DSP en 2023. Toute chose égale par ailleurs, il pourrait être constaté un déséquilibre de 50 000 € en 2021 puis un pic ponctuel de 0,5 M€ en 2022, en raison des dernières annuités d'emprunt pesant sur la section d'investissement.

Compte tenu du contexte, et bien que l'équilibre budgétaire du Syndicat soit préservé jusqu'au 31 décembre 2020, sous réserve d'évolution des recettes acquises au titre du produit des redevances perçues pour les stations financées par la région et le Syndicat (1.2 M€), il apparaît nécessaire d'envisager des recettes complémentaires visant à garantir l'équilibre budgétaire sur la période.

Le versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat pourrait être une de ces recettes complémentaires (110 000 € en 2018). Cette subvention permettra de faire face aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib'.

Par ailleurs, il est proposé de porter la contribution unique d'adhésion au syndicat pour la compétence Autolib' de 2 750€ par station à 3 000 € par station en 2018, le nombre de stations étant arrêté avec la signature de la convention de déploiement du service Autolib'.

2-2-1 Les effectifs du Syndicat :



En matière de personnel, les effectifs du Syndicat ont été constants entre 2016 et avril 2017 à hauteur de 7 emplois permanents avec le recours à des emplois non permanents liés à des missions ponctuelles. Il convient de signaler la mise en œuvre au cours de l'année 2016 du dispositif de télétravail pour tous les agents du Syndicat.

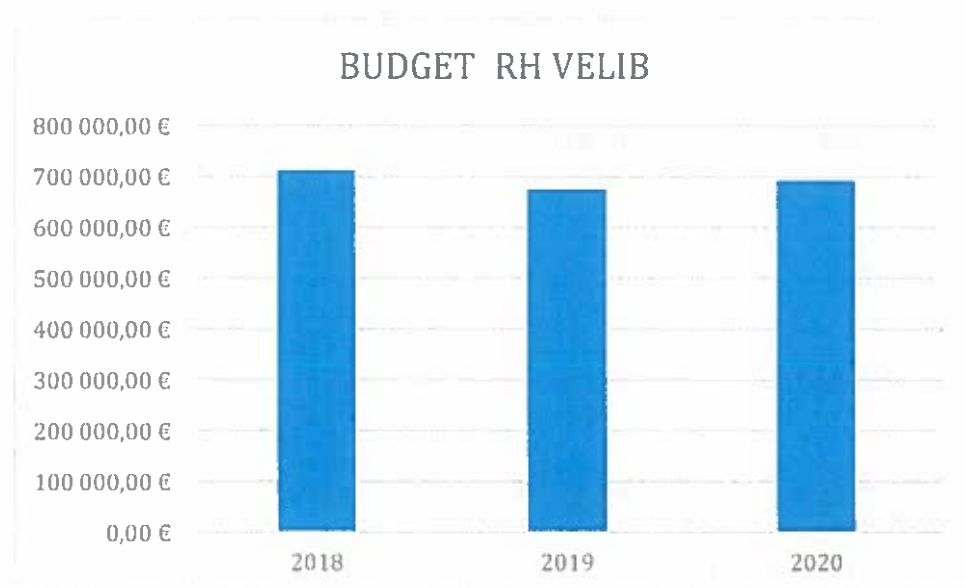
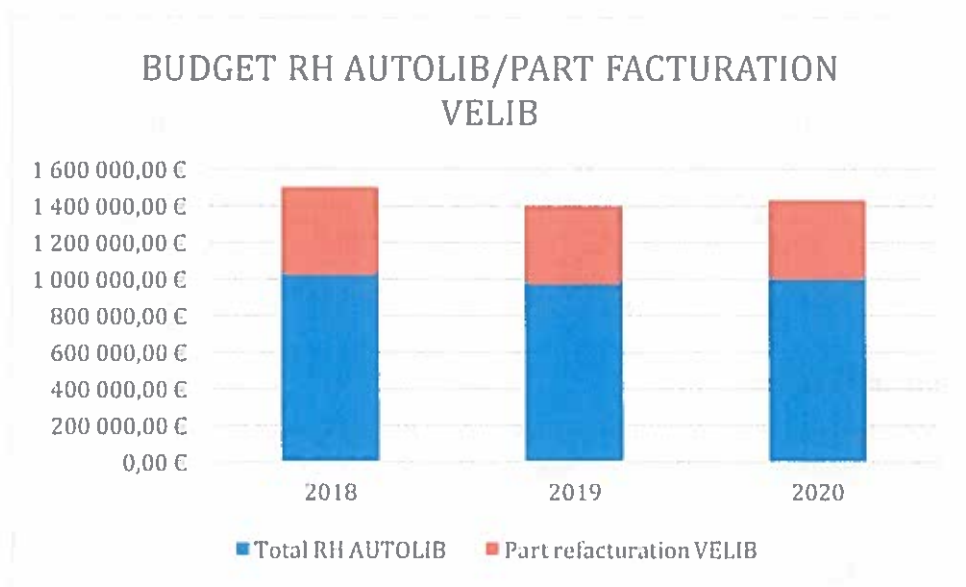
Consécutivement à la nouvelle compétence du Syndicat relative à la mise en place et de l'exploitation du service Velib' à compter de la date d'attribution du marché public soit le 09 mai 2017, le Syndicat a procédé à plusieurs recrutements sur le second semestre 2017 pour gérer cette nouvelle compétence portant l'effectif total à 25 personnes en janvier 2018.

12 postes sont portés administrativement par le budget principal parmi lesquels 9 font l'objet de mutualisation avec le service Vélib'. Il convient de signaler que le nombre de postes équivalents temps plein sur la fonction Autolib' demeure quasi stable avec 7,6 postes.

Les 13 postes créés en lien avec la compétence Velib' s'avéraient nécessaires pour consolider l'équipe technique afin d'assurer le déploiement, le contrôle et le suivi, et de renforcer les pôles ressources humaines, comptabilité, marché, communication.

Dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale et d'adéquation aux besoins, le Syndicat aura à envisager un ajustement de ses effectifs permanents à compter de 2019 du fait de la fin de la phase principale de déploiement du service Velib' avec son entrée en phase d'exploitation courante et du retour d'expérience sur la mutualisation des moyens humains affectés aux deux compétences du Syndicat.

2-2-2 Les prévisions budgétaires en termes de ressources humaines sur le budget principal et budget annexe Velib'



Temps de travail :

Comme en 2017, en 2018 le temps de travail est de 37 heures 30 hebdomadaires.
Ce temps de travail peut désormais s'organiser sur 4 – 4,5 ou 5 jours en fonction des nécessités de service et après avis de la directrice du Syndicat.

Classification des effectifs en janvier 2018 :

Titulaires : 17 Contractuels : 8

Répartition par catégorie :

Catégorie A : 60% Catégorie B : 12% Catégorie C : 28%

Répartition par filière :

Administrative : 56% Technique : 44%

Régime indemnitaire :

En 2017, le RIFSEEP s'est substitué aux autres régimes indemnitaires pour la filière administrative.

Concernant la filière technique tous les textes n'étant pas parus, les anciennes dispositions s'appliquent.

En 2018, il est prévu d'attribuer le Complément indemnitaire, pour les agents éligibles à ce dispositif.

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Deux fonctionnaires de catégories A, au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste, bénéficient d'une NBI de 25 points.

2-2-3 La structure de la dette du Syndicat

Le syndicat n'a qu'un seul prêt en cours d'un montant de 18 M€ d'une durée globale de 11 ans et cinq mois, strictement destiné à financer les investissements prévus en stations Autolib'.

Ce prêt comportait une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'à la date de fin de mobilisation du 28/08/2012, période durant laquelle l'emprunteur effectuait des tirages et des remboursements au gré de ses besoins.

Ce prêt comportait une deuxième phase dite de consolidation d'une durée de 10 ans à compter du 28/08/2012

Capital initial : 18 000 000,00€

Durée initiale : 120 mois

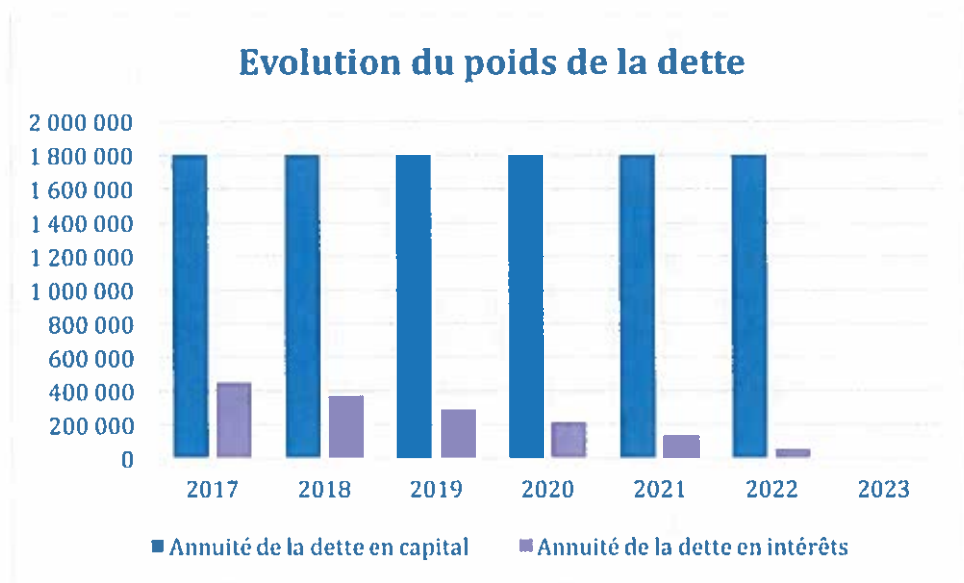
Date de mise en place : 28/08/2012

Taux : 4,3650%

Le capital amorti au 28/12/2017 est de 9 000 000,00€ et les intérêts d'emprunt sont dégressifs, 371 682,00 € sont prévus en 2018, contre 451 341 € en 2017.

Le capital restant dû s'élève donc à 9 M€.

La classification GISSLER, dans sa charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales classe cet emprunt dans la catégorie 1A.



2 - 3 - S'agissant des comptes de la DSP, un travail de fond a été entrepris par le Syndicat pour fiabiliser les comptes et les projections financières établis par le délégataire.

Un nouvel audit a été lancé à cette fin en janvier 2017 tenant compte du plan d'affaires révisé 2016 transmis le 22 novembre 2016 non agréé par le Syndicat.

Il est rappelé sur ce point que la convention de délégation de service public prévoit qu'en cas de rupture du Grand équilibre (projection du résultat final en fin de concession accusant un déficit supérieur à 60 M€), le Syndicat devrait contribuer à son rétablissement par une contribution annuelle à l'exploitation du service, donc par incidence les collectivités membres a prorata du nombre de stations sur leur territoire. Cette hypothèse n'est pas d'actualité.

Plusieurs discussions initiées depuis 2015 ont d'ores et déjà permis de revoir un certain nombre de charges imputées sur les comptes de la délégation : amortissements (revus à la baisse), charges (indemnités de licenciement, diminution du coût des assurances) désormais exclues, révision des projections, versement de « subventions commerciales » par la mutualisation des outils informatiques développés initialement par la Société Autolib' et également utilisés par les autres services d'autopartage à Lyon, Bordeaux et Londres, Singapour (19.5 M€ sur 2014-2017), etc.

A ce stade, les discussions avec le délégataire se poursuivent en vue d'un accord global permettant un équilibre satisfaisant des comptes attendu au terme de la DSP. Par avenant voté au Comité syndical du 8 décembre 2016, les délais initialement prévus à fin décembre 2016 ont été repoussés offrant le temps nécessaire pour aboutir.

Dans la continuité des positions défendues par le Syndicat, différents postes de dépenses imputés sur les comptes de la DSP pourraient être revus pour corriger la situation décrite par le délégataire : investissements informatiques (30 M€), frais financiers (11 M€), coûts de maintenance et d'entretien, parc de véhicules en service, couts d'investissement des stations réalisées, redevance d'occupation particulièrement dans les parkings, recettes complémentaires liées au service (facturation des fermetures ponctuelles, tarifs des bornes de recharge,...), stations non rentables et déploiement des nouvelles stations...

Dans l'objectif de participer à l'amélioration des recettes de la DSP, une augmentation tarifaire a été appliquée au 1^{er} février 2017.

Si une nouvelle hausse des tarifs de location de l'ordre de 0,50 € était envisagée par le délégataire l'année dernière, son impact commercial pourrait apparaître contreproductif aujourd'hui au vu de l'évolution des usages.

Les discussions en cours sur le plan d'affaires 2016 et sur les perspectives du service Autolib' dans un contexte plus concurrentiel sont inscrites dans le cadre d'un comité de conciliation prévu au contrat qui aura d'ici le début d'année 2018 pour objectif d'aboutir à un rapprochement des positions des deux parties.

Parallèlement, la recherche d'amélioration de la qualité du service et l'optimisation du maillage pourront conduire à proposer des mesures et dispositifs d'adaptation de la gestion du service.

Ces constats maintiennent l'obligation pour le Syndicat d'un contrôle et suivi fort de la DSP et des interventions du délégataire.

3 - Contexte financier du service Velib'

A la suite de la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, est en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' à compter de la date d'attribution du marché public soit le 09 mai 2017.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires, voit sa traduction financière dans un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédiées au service Velib', essentiellement en section de fonctionnement.

Le marché ayant été notifié le 9 mai 2017, les éléments financiers du contrat sont ainsi arrêtés et permettent donc d'établir une évaluation prévisionnelle à la fois des dépenses et des recettes de ce budget annexe pour 2018.

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées :

- Des recettes des usagers
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris, conventionnée avec le Syndicat à hauteur de 4 M€ par an
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes, au fonctionnement du Syndicat pour sa compétence Velib' et à l'exploitation du service
- Des éventuelles recettes pour les prestations complémentaires réalisées sur la base du bordereau de prix unitaires du marché.

Les principaux postes de dépenses comprennent :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' (1050 stations dont 1010 à Paris)
- Le paiement annuel de la prestation au bordereau de prix unitaires (350 stations hors Paris commandées en 2017)
- L'indemnité pour vandalisme (à compter de 2019)
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers (à compter de 2019)
- Les dépenses des prestations complémentaires éventuellement commandées

- Les dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la gestion de la compétence Vélib' comprenant les dépenses de personnel dédié au service Vélib', le remboursement au budget principal des personnels mutualisés, les charges de location et d'honoraires d'assistance techniques et marchés divers dont de communication.

Il est à noter que le budget 2017 du service Velib' équilibré en recettes et dépenses à hauteur de 841 000 € fera l'objet d'une régularisation en raison de la désignation très tardive du comptable public, nommé par arrêté préfectoral le 26 octobre 2017. Ces délais ont été justifiés par les discussions nécessaires et finalement positives avec les services de l'Etat suite à un recours gracieux sur le budget annexe Velib'.

En conséquence, à titre exceptionnel et transitoire, le budget principal 2017 a du supporter les charges relatives à la mise en place de la nouvelle compétence Velib' confiée au Syndicat, ce qui n'était pas initialement prévu. Un remboursement de ces dépenses, essentiellement de personnel, par le budget annexe Velib' sera donc à opérer.

4 - Les projections financières pour 2018

En 2017, quatre communes : Bois d'Arcy, la Celle Saint-Cloud, Buc et Fontenay le Fleury adhérant en 2016 et trois EPT Paris Ouest la Défense, Vallée Sud Grand Paris et Paris Est Marne et Bois ont sollicité leur retrait du Syndicat.

Une commune du 91 (Juvisy-sur-Orge), Sept communes des Hauts-de-Seine faisant partie d'EPT s'étant retirés (Nanterre, Rueil-Malmaison, Suresnes, Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff,) ; trois communes de Seine-Saint-Denis (Bondy, Le Raincy, Livry Gargan), quatre communes du Val-de-Marne faisant partie d'EPT s'étant retirés ((Charenton-le-Pont, Saint-Maurice, Alfortville, Créteil) et six communes du Val-de-Marne (Le Plessis Tréville, Gentilly, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Vitry-sur-Seine), le département du Val-de-Marne et la Métropole du Grand Paris ont rejoint le Syndicat.

En raison de la prise en charge de la nouvelle compétence Vélib et des recrutements induits, les locaux actuels étant trop exigus, il est envisagé, en 2018, de trouver des locaux plus fonctionnels et une surface plus grande tout en conservant une charge de loyer équivalente à celle d'aujourd'hui. Une quote-part, proportionnelle aux effectifs concernés, du coût du loyer, du déménagement ainsi que des travaux éventuels sera prévue dans les dépenses du budget annexe de la régie Velib'.

4 - 1 - Le déploiement du service Autolib' envisagé en 2018

Dans le cadre du BP 2017, la réalisation de 25 stations était prévue, 6 stations ont finalement été réceptionnées et livrées, 19 stations seraient donc reportées sur 2018.

Au 31 décembre 2017, le Syndicat compte 94 adhérents au service Autolib' dont 88 communes adhérentes directes et 3 établissements publics territoriaux (EPT), la Région Ile-de-France et le Département des Hauts-de-Seine, le Département du Val de Marne.

Le service Autolib' compte 1 104 stations implantées sur le territoire métropolitain, avec près de 104 000 abonnés actifs et 384 000 locations en octobre 2017.

Dans le cadre des discussions en cours avec le délégataire sur l'équilibre des comptes de la DSP, un travail de recensement des stations dont l'intérêt économique apparaîtrait comme faible, ainsi, le devenir de ces stations pourrait être repensé en les limitant à 4 places Autolib' et/ou en transformant ces places en bornes de recharge, cette solution pourrait être expérimentale sous réserve de la consolidation du process et des coûts avec le délégataire dans le cadre de l'accord global.

4 - 2 - Les prévisions de recettes pour le service Autolib' en 2018

Comme en 2017, les recettes 2018 pour le service Autolib' proviendront essentiellement :

- de la redevance pour frais de contrôle versée par le délégataire fixée à 0,30 M€ indexé dans la convention; Dans le cadre de l'accord global à intervenir et du besoin d'un contrôle renforcé de ses activités, ce montant pourrait être augmenté,
- du remboursement des annuités versées par les villes au syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt,
- des indemnités de superposition d'affectation versées par le délégataire,
- des subventions d'investissement versées par les villes pour le financement des stations,
- des contributions versées par les villes lors de leur adhésion, au titre de 2018 il est proposé de passer cette contribution à 3 000 € au lieu de 2 750 € en 2017.
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du produit d'éventuelles études réalisées pour des membres ou des tiers sur les domaines d'expertise du Syndicat,
- la quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' (0,6 M€)
- d'un versement par les villes adhérentes, d'une subvention exceptionnelle au Syndicat de 100 € par station. Cette subvention permettra de faire face aux frais d'expertise juridique dans le cadre du différend qui oppose le syndicat à la SA Autolib.

4 - 3 - Les prévisions de dépenses du service Autolib' en 2018

Les dépenses pour le service Autolib' seront constituées essentiellement en 2018 :

- du versement au délégataire des subventions d'investissement en fonction de la réception des stations,
- du remboursement de l'annuité du prêt (capital et intérêts),
- des frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers),
- des études et honoraires nécessaires au contrôle du délégataire et de la sécurisation juridique et financière des décisions du Syndicat,
- des amortissements des subventions d'investissement reçues et versées,
- du reversement aux collectivités des indemnités de superposition d'affectation 2017

La prise en responsabilité par le Syndicat de la compétence optionnelle Velib' avec la préparation de sa mise en service au 1^{er} janvier 2018 se traduira par des dépenses supplémentaires (personnel, locaux, frais divers) qui seront directement affectées au budget annexe et couvertes par ses recettes propres à compter de janvier 2018.

4 - 4 - Les prévisions de recettes et dépenses du budget annexe du service Velib' en 2018

Le budget annexe Velib' est prévu en dépenses pour 2018 :

- le versement au titulaire du marché du montant forfaitaire annuel indexé (32,1 M€)
- le versement au titulaire du marché de 350 stations supplémentaires au bordereau des prix unitaires indexé (7,9 M€)
- les dépenses de fonctionnement du syndicat estimée à 1,6 M€ (soit 1 150 € par station avec 1400 stations) comprenant :
 - charges de personnel dédié au service Velib' (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) (0,7 M€)
 - les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) (0,3 M€)
 - la quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens mutualisés (locaux, logistique, ...) avec le service Autolib' (0,6 M€),
 - la quote-part des coûts induits par le déménagement dans de nouveaux locaux avec le service Autolib'.

Le budget annexe Velib' sera composé en recettes :

- des recettes usagers :

Les recettes usagers 2016 du service Velib' avec 300 000 abonnés environ s'établissaient à 13,6 M€ HT. En 2017, l'estimation serait autour de 13 M€ HT. En raison de la dégradation du service en début d'année 2018 avec le déploiement progressif des nouvelles stations, d'une facturation désormais mensuelle des abonnements, les estimations de recettes du syndicat et du titulaire du marché s'établissent avec :

- une hypothèse basse autour de 11 M€ HT,
- une hypothèse haute qui se situerait à 17 M€ HT,

Ces hypothèses comprennent à la fois la prise en compte des abonnements Velib' en cours se prolongeant sur l'année 2018, les nouveaux abonnés au service Velib', ainsi que les usages.

Compte tenu de ce contexte très incertain, il est proposé de retenir de manière prudente un niveau de recettes de 13,5 M€ HT dans le cadre de la construction budgétaire 2018.

- d'une subvention de la Métropole du Grand Paris de 4 M€
- des contributions obligatoires des Collectivités adhérentes à l'option Velib' sur la base de 1400 stations dont 1010 stations pour la Ville de Paris et 390 stations pour les communes hors de Paris pour l'équilibre du budget annexe.

Au vu des dépenses et recettes, estimées pour 2018, il est proposé de fixer les contributions obligatoires 2018 des collectivités au service Velib' comme suit :

- Contribution au fonctionnement du syndicat pour la compétence Vélib':
 - 1 150 € par station
 - 250 € par équivalent-station en cas de subvention convertie en équivalent-station (MGP)
- contribution à l'exploitation du service :
 1. Paris : 18 850 € par station
 2. Collectivités hors Paris : 8 850 € par station

5 - L'équilibre général du budget du Syndicat Autolib' Velib' Métropole

Au 31 décembre 2016, le résultat cumulé (investissement et fonctionnement, Reste à réaliser inclus) s'élevait à 8.018M€.

A ce jour, l'ensemble des écritures ne sont pas passées toutefois, Le résultat prévisionnel global de fonctionnement pourrait s'établir pour l'exercice en 2017 à : 46 129,00€.

Le résultat prévisionnel d'investissement sur l'exercice 2017 est évalué à : - 4 200 238,00€

Le résultat cumulé global sur l'exercice 2017 est estimé à : 4 154 109,00 €

Ainsi le résultat cumulé global du Syndicat toutes sections confondues (investissement et fonctionnement) s'établirait en 2017 à : + 3 864 016,00 M€.